

Version adopted on June 10, 2005
Version adoptée le 10 juin 2005

Bench & Bar Liaison Committee Meeting **Réunion du Comité de liaison entre la Magistrature et le Barreau**

Friday, November 26, 2004 (10:00 a.m - 12:30 p.m.)/Le vendredi 26 novembre 2004
(10 h - 2 h 30)

12th floor Boardroom, D'Arcy McGee Building, 90 Sparks, Ottawa /
Salle de conférences - 12^e étage, Édifice D'Arcy McGee, 90 Sparks, Ottawa

In attendance:

Chief Justice John D. Richard
Chief Justice Allan Lutfy
Justice Robert Décary
Justice Gilles Létourneau
Justice Frederick E. Gibson
Justice J. Edgar Sexton
Justice Karen Sharlow
Justice J.D. Denis Pelletier
Justice James O'Reilly
Justice Michael L. Phelan

Mr. David Matas
Mr. James D. Bissell
Mr. Christopher G. Devlin
Mr. Ben V. Hanuka
Ms. Michèle Hurteau
Mr. Robert Jette
Mr. Richard W. Pound
Mr. Trevor Rajah
Mr. Lorne A. Waldman

Mr. Raymond Guenette

Recording Secretaries:

Ms. Éloïse Arbour, Executive Officer,
Federal Court of Appeal
Mr. Andrew Baumberg, Executive Officer,
Federal Court

1. Opening Remarks

Chief Justice Lutfy welcomed all the members of the Bench & Bar Liaison Committee ("Liaison Committee").

Présents :

Juge en chef John D. Richard
Juge en chef Allan Lutfy
M. le juge Robert Décary
M. le juge Gilles Létourneau
M. le juge Frederick E. Gibson
M. le juge J. Edgar Sexton
Mme la juge Karen Sharlow
M. le juge J.D. Denis Pelletier
M. le juge James O'Reilly
M. le juge Michael L. Phelan

M. David Matas
M. James D. Bissell
M. Christopher G. Devlin
M. Ben V. Hanuka
Mme Michèle Hurteau
M. Robert Jette
M. Richard W. Pound
M. Trevor Rajah
M. Lorne A. Waldman

M. Raymond Guenette

Secrétaires de la réunion :

Éloïse Arbour, Attachée de direction, Cour
d'appel fédérale
Andrew Baumberg, Attaché de direction,
Cour fédérale

1. Mot de bienvenue

Le juge en chef Lutfy souhaite la bienvenue à tous les membres du Comité de liaison de la Magistrature et de l'Association du Barreau canadien ("Comité de liaison").

He also welcomed David Matas as the new co-chair of the Liaison Committee and Raymond P. Guenette as Acting Chief Administrator.

Chief Justice Lufy asked the people in attendance to introduce themselves.

Chief Justice Richard also welcomed Mr. Matas and thanked the former co-chair, Martin Mason.

He went on to welcome all the new members of the Liaison Committee. He then underscored the importance of the committee meetings as a forum for discussing issues shared by the federal courts and the bar association and noted their role in the administration of justice.

2. Adoption of the Minutes (March 5, 2004 Meeting)

The minutes of the last Liaison Committee meeting were adopted as written with the following changes:

- a) Ben Hanuka was added to the list of participants
- b) Under item 5, the wording was amended to read, "Me Richard Pound souligne la valeur des réunions d'un Comité de liaison entre la Magistrature et les membres de barreaux spécialistes en droit de l'impôt."

It is recommended that the minutes of meetings be circulated as soon as a draft is available.

3. Federal Court of Appeal - Update *Chief Justice Richard*

Il poursuit en souhaitant la bienvenue à Me David Matas, à titre de nouveau co-président du Comité de liaison de la Magistrature, ainsi qu'à Monsieur Raymond P. Guenette à titre d'administrateur en chef par intérim.

Le juge en chef Lufy invite tous et chacun à se présenter.

Le juge en chef Richard souhaite également la bienvenue à Me Matas et remercie aussi l'ancien co-président, Me Martin Mason.

Il poursuit en souhaitant la bienvenue à tous les nouveaux membres du Comité de liaison. Il souligne ensuite l'importance de ces rencontres pour discuter des sujets d'intérêts communs aux Cours fédérales et aux barreaux, ainsi que pour l'administration de la justice.

2. Adoption du procès-verbal (réunion du 5 mars 2004)

Le procès-verbal de la dernière réunion du Comité de liaison, tel que rédigé, est adopté avec les changements suivants :

- a) Ajout de M. Ben Hanuka dans la liste des participants
- b) À l'item 5, modifier le texte de la façon suivante : "Me Richard Pound souligne la valeur des réunions d'un Comité de liaison entre la Magistrature et les membres de barreaux spécialistes en droit de l'impôt".

Il est recommandé que le procès-verbal des réunions soit circulé dès qu'une ébauche est disponible.

3. La Cour d'appel fédérale – Une mise à jour - *Juge en chef Richard*

Chief Justice Richard informed the members of the Liaison Committee that the Federal Court of Appeal comprises 12 judges and a chief justice. He added that justices Strayer and Stone retired in April and November 2004 respectively. He said that there are still two vacancies on the Court, although a request for appointments has been submitted to the Minister of Justice.

He reported that Justice Blanchard has been appointed Chief Justice of the Court Martial Appeal Court of Canada. He went on to say that Chief Justice Garon retired on November 1, 2004.

Chief Justice Richard presented statistics on proceedings initiated in the Federal Court of Appeal in 2004. He reminded the members of the Canadian Bar Association (“CBA”) that the Court is up to date in assigning cases and that it is very important for them to consider the scheduled hearing dates listed on the Web site when they indicate their availability.

He also told the lawyers that it is important to respect the time limits on oral arguments before the Court.

He continued by saying that he would very much like the members of the CBA to get involved in a volunteer (*pro bono*) project to help people who represent themselves in court. Similar projects are being carried out by *The Advocates Society* and in British Columbia. He would like the Federal Court of Appeal to become involved in those projects.

During questions and comments, Mr. Matas and Mr. Pound voiced support for the initiative. Junior counsel supervised by experienced counsel could help people who act as their own representative. Information on the initiative could be posted on the many Web sites and be made available through registry offices.

Le juge en chef Richard informe les membres du Comité de liaison que la Cour d'appel fédérale est composée de 12 juges et un juge en chef. Il poursuit en mentionnant que les juges Strayer et Stone ont pris respectivement leur retraite en avril et novembre 2004. Il précise que deux postes sont toujours vacants à la Cour, bien qu'une demande de nomination auprès du ministre de la Justice a été faite.

Il mentionne que le juge Blanchard a été nommé juge en chef de la Cour d'appel de la Cour martiale du Canada. Il poursuit en mentionnant que le juge en chef Garon a pris sa retraite le 1er novembre 2004.

Le juge en chef Richard fait état des statistiques concernant les procédures instituées devant la Cour d'appel fédérale en 2004. Il rappelle aux membres de l'Association du Barreau canadien (“ABC”) que la Cour est à jour dans l'assignation des causes et qu'il est très important pour eux de considérer les dates d'audition projetées, telles qu'indiquées sur le site Web, lorsqu'ils donnent leur disponibilité.

Il mentionne également aux avocats qu'il est important de respecter les limites de temps prévues pour la plaidoirie orale devant la Cour.

Il poursuit en faisant état qu'il aimerait bien que les membres de l'ABC s'impliquent dans un projet de bénévolat (*pro bono*) pour aider les personnes qui se représentent seules devant la Cour. De tels projets existent auprès de *The Advocates Society* et en Colombie-Britannique. Il désirerait que la Cour d'appel fédérale soit impliquée dans ces projets.

Lors de la période de questions/commentaires, Me Matas et Pound ont exprimé leur appui à cette initiative. Des avocats juniors, supervisés par des avocats expérimentés, pourraient aider les personnes qui se représentent seules. De l'information sur une telle initiative pourrait être publiée sur les nombreux sites Web et être disponible aux bureaux des greffes.

Chief Justice Richard then reported on the many activities (professional training, open house, bar associations, liaison committees, meetings with courts, moot court, etc.) in which the Federal Court of Appeal and its judges took part nationally and internationally in 2004.

Chief Justice Richard reiterated the importance of the tax bar liaison committee. He stated that the Federal Court of Appeal will be arranging a meeting with the bar next year.

4. Federal Court - Update

Chief Justice Lutfy noted how the Federal Court had grown in recent years with many quality appointments. For the next five years, he expressed his commitment to continue building a modern, more visible Court with a reputation for excellence, here and elsewhere.

The Chief Justice mentioned the recent appointment of Justice de Montigny, an academic and constitutional lawyer. At the same time, he noted that there were still 4 vacancies with the Court which, in light of the Court's increased caseload, would be brought to the attention of the Minister of Justice.

The Court's three Deputy Judges were named: Justice MacKay, Justice McGillis, and as of January 1, Justice Strayer. The richness of their contribution would go beyond their judicial work, as they would provide assistance to the newer judges of the Court, half of whom had been appointed in recent years.

Le juge en chef Richard poursuit en mentionnant les nombreuses activités (formation professionnelle, portes ouvertes, associations de barreau, comités de liaison, rencontres avec les cours, tribunal école, etc.) auxquelles la Cour d'appel fédérale et ses juges ont participé au cours de l'année 2004 que ce soit à l'échelle nationale et internationale.

Le juge en chef Richard a réitéré l'importance du comité de liaison avec le barreau de l'impôt. Il fait état que la Cour d'appel fédérale organisera une rencontre avec ce barreau au cours de la prochaine année.

4. Cour fédérale – Une mise à jour

Le juge en chef Lutfy souligne à quel point la Cour fédérale s'est agrandie au cours des dernières années avec de nombreuses nominations de qualité. Pour ce qui est des cinq prochaines années, il s'est dit prêt à continuer de bâtir une Cour modernisée et plus visible jouissant d'une réputation d'excellence, tant ici qu'ailleurs.

Le juge en chef mentionne la récente nomination du juge de Montigny, un avocat juriste et de droit constitutionnel. Le juge en chef note également que quatre postes sont encore à doter à la Cour. Ceci, étant donné l'augmentation de la charge de travail de la Cour, doit être signalé au ministre de la Justice.

On a nommé les trois juges suppléants de la Cour. Il s'agit du juge MacKay, du juge McGillis et, à compter du 1^{er} janvier, du juge Strayer. L'importance de leur contribution ira au-delà de leur travail juridique. Ils doivent fournir de l'aide aux nouveaux juges de la Cour, dont la moitié a été nommée au cours des dernières années.

With respect to the Court's caseload, it was noted that new judges have continued to have very positive effect on hearing schedules. For non-immigration judicial review hearings, the Court could hear counsel when they were ready.

With respect to the trial backlog, by the next meeting the Chief Justice hopes to be able to report that the Court has turned the corner. The goal is to give trial dates at the time of the pre-trial conference. One remedial measure that has been adopted is double-booking: for example, assigning three 15-day trials with only 2 judges. With work up front by prothonotaries, one trial will go away. If not, the Court will find a judge.

In immigration matters, the Court is still unable to schedule matters in the strict time-frame set out in legislation. The case load has virtually doubled from 2002-2004, though the backlog has remained constant.

A new liaison committee is being created for the Federal Court and the Immigration Bar, and a similar committee was also proposed for the aboriginal law bar. The Chief Justice noted that the next annual court meeting would focus on aboriginal law litigation.

During questions and comments, Mr. Matas expressed the CBA's support for this new immigration liaison committee.

En ce qui a trait à la charge de travail de la Cour, on indique que le fait d'avoir des nouveaux juges continue d'avoir un effet positif sur l'horaire des audiences. Pour ce qui est des audiences d'examen judiciaires qui ne concernent pas l'immigration, la Cour est en mesure d'entendre les avocats quand ils sont prêts.

En ce qui concerne l'arriéré des procès, d'ici la prochaine réunion, le juge en chef espère être en mesure d'affirmer que la Cour a remonté la pente. L'objectif visé est de fournir des dates de procès au moment de la conférence préparatoire. Une mesure corrective a déjà été adoptée. Il s'agit de fixer des dates d'audience en double. Par exemple, on attribue trois procès de quinze jours à deux juges seulement. Grâce au travail préalable des protonotaires, un des procès sera réglé. Si ce n'est pas le cas, la Cour trouvera un juge.

Dans les cas concernant l'immigration, la Cour est toujours incapable d'établir un horaire selon l'échéance stricte prévue par la loi. La charge de travail a presque doublé entre 2002 et 2004, même si l'arriéré est demeuré constant.

On est en train de mettre sur pied un nouveau comité de liaison pour la Cour fédérale et la section du droit de l'immigration. Également, on propose la mise sur pied d'un comité semblable pour la section du droit des autochtones. Le juge en chef souligne que la prochaine réunion annuelle de la Cour traiterait principalement des litiges en matière de droit des autochtones.

Lors de la période questions/ commentaires, Me Matas a exprimé l'appui de l'ABC à ce nouveau comité de liaison en matière d'immigration.

Justice O'Reilly noted that the Court made it a priority to make the public / bar aware of what the Court does and how it does it. Chief Justice Richard then added that the Courts would like to participate more in CBA meetings and programs. "You Be the Judge" by the CBA was cited as an excellent example of a public education initiative, as well as EducaLoi, a Quebec-based website.

5. Report on the Rules Committee *Chief Justice Richard*

Chief Justice Richard stated that the Rules Committee comprises the chief justices and judges of the federal courts and counsel from the various provincial bar associations. The Chief Administrator of the Courts Administration Service also sits on the committee. Two professors assist the committee in its work.

Consequential amendments

The proposed amendments to the *Federal Court Rules, 1998* resulting from the coming into force of the *Courts Administration Service Act* are currently before the Treasury Board Cabinet Committee for final approval by the Governor General. The amendments are expected to come into force on November 29 or 30, 2004. A notice will be sent to the legal community.

Settlement offers

A discussion paper was circulated within the legal community in the summer of 2004. The subcommittee handling the issue received comments and suggestions.

Justice Létourneau stated that the comments were supportive of the changes proposed in the discussion paper and that the subcommittee is currently drafting the proposed amendments with help from Department of Justice drafters.

Le juge O'Reilly note que la Cour s'était donné comme priorité d'informer le public et le Barreau de ses activités et de leur exécution. Le juge en chef Richard ajoute alors que les tribunaux aimeraient contribuer davantage aux réunions de l'ABC et à ses programmes. L'initiative « À vous de juger » de l'ABC a été citée comme un excellent exemple de projet de sensibilisation du public, ainsi que ÉducaLoi, un site Web du Québec.

5. Rapport sur le Comité des règles *Juge en chef Richard*

Le juge en chef Richard explique que le Comité des règles est composé des juges en chef et de juges des Cours fédérales et d'avocats des différents barreaux provinciaux. L'administrateur en chef du Service administratif des tribunaux judiciaires est également membre du Comité. Deux professeurs appuient également les travaux du Comité.

Amendements corrélatifs

Les amendements proposés aux *Règles de la Cour fédérale (1998)*, suite à l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*, sont présentement devant le Comité du Cabinet du Conseil du trésor pour approbation finale par le Gouverneur général. L'entrée en vigueur est prévue pour le 29 ou 30 novembre 2004. Un avis à la communauté juridique sera envoyé.

Offres de règlement

Un document de discussion a été circulé au sein de la communauté juridique à l'été 2004. Des commentaires et suggestions ont été reçus par le sous-comité traitant de cette question.

Le juge Létourneau explique que les commentaires reçus étaient favorables aux changements proposés dans le document de discussion et que le sous-comité, à l'aide des rédacteurs du ministère de la Justice, rédige présentement les amendements proposés.

Preliminary publication in the Canada Gazette, Part I, is scheduled for early 2005.

Une publication au préalable dans la Gazette du Canada, Partie I, est prévue au début 2005.

Service of affidavits from expert witnesses

Signification d'affidavits de témoins-experts

It was reported that a subcommittee has been created to study the issue of requiring service of affidavits from expert witnesses before the pre-trial conference. A discussion paper was also distributed within the legal community in August 2004. The subcommittee is currently analysing the comments received during the consultation period.

Il est expliqué qu'un sous-comité a été créé pour examiner la question d'exiger la signification des affidavits de témoins-experts avant la tenue de la conférence préparatoire. Un document de discussion a également été distribué au sein de la communauté juridique en août 2004. Le sous-comité analyse présentement les commentaires reçus lors de la période de consultation.

Reinstatement of representative action (former Rule 114)

Ré-introduction de l'action représentative (ancienne règle 114)

Chief Justice Richard stated that representations were made to the courts by the Aboriginal law bar to reinstate representative action. He said that a subcommittee was recently created to study the issue. He added that if representative action were to be reinstated, it would be generic and would apply to all fields, not just Aboriginal law.

Le juge en chef Richard explique que des représentations ont été faites par le barreau en droit autochtone auprès des Cours afin de réintroduire l'action représentative. Il explique qu'un sous-comité a été récemment créé pour étudier cette question. Il précise que si l'action représentative était réintroduite, elle serait générique et s'appliquerait à tous les domaines et non uniquement en matière de droit autochtone.

Consequential amendments to the Immigration Rules

Amendements corrélatifs aux Règles en matière d'immigration

Consequential amendments to the *Federal Court Immigration and Refugee Protection Rules* are also needed as a result of the coming into force of the *Courts Administration Service Act*. Preliminary publication in the Canada Gazette, Part I, is scheduled for early 2005.

Des amendements corrélatifs aux *Règles de la Cour fédérale en matière d'immigration et de protection des réfugiés* sont également nécessaires suite à l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*. La publication au préalable dans la Gazette du Canada, Partie I, est prévue au début 2005.

Appointment of prothonotary

Nomination d'un protonotaire

It was reported that the Federal Court has proposed that a prothonotary sits on the Rules Committee. A letter to that effect has been sent to the Minister of Justice.

Il est mentionné que la Cour fédérale a proposé qu'un protonotaire soit membre du Comité des règles. Une lettre a été envoyée à cet effet au ministre de la Justice.

Content of applicant's record - Rule 309

Contenu du dossier du demandeur - Règle 309

It was reported that the *Federal Court Rules, 1998* will be amended to state that an applicant's record includes Reasons for Order.

Summary judgment

It was reported that as a result of a number of Federal Court of Appeal decisions and the importance of summary judgment in the Federal Court, the Rules Committee has decided to create a subcommittee to study this issue. A review of case law across the country will be conducted.

Garnishment rules

It was reported that questions were raised regarding the authority of the Rules Committee to amend the rules applicable to the garnishment of joint debts. No changes are planned for now, but the federal courts will monitor the issue.

Anton Pillar application

There is now a \$150 fee to open a new file to add a defendant to an Anton Pillar case.

Next meeting

The next meeting of the Rules Committee is scheduled for April 29.

6. Educational Seminars

Chief Justice Lutfy noted numerous education seminars held since the last meeting:

- Science and the law
- Annual Meeting of the Courts
- Maritime Law

The Chief Justice also mentioned some recent visitors to the Courts:

- President Barak (Supreme Court of Israel)
- Judge Pal (Supreme Court of India)
- Justice Mubarak (Palestinian Authority)

Il est mentionné que les *Règles de la Cour fédérale (1998)* seront modifiées de façon à prévoir que le dossier du demandeur inclut les motifs de l'ordonnance.

Jugement sommaire

Il est mentionné que suite à certaines décisions de la Cour d'appel fédérale et à l'importance du jugement sommaire en Cour fédérale, le Comité des règles a décidé de créer un sous-comité pour étudier cette question. Une revue de la jurisprudence sera faite à l'échelle nationale.

Règles de saisie-arrêt

Il est expliqué que des questions ont été soulevées quant aux pouvoirs du Comité des règles de modifier les règles touchant la saisie-arrêt de dettes conjointes. Aucun changement n'est prévu pour l'instant, les Cours fédérales surveilleront l'évolution de cette question.

Demande Anton Pillar

Des frais de 150\$ seront maintenant exigés pour l'ouverture d'un nouveau dossier pour ajouter un défendeur à une affaire Anton Pillar.

Prochaine rencontre

La prochaine rencontre du Comité des règles est prévue pour le 29 avril.

6. Colloques éducatifs

Le juge en chef Lutfy indique les nombreux colloques éducatifs qui ont eu lieu depuis la dernière réunion :

- Science et la loi
- Réunion annuelle des tribunaux
- Droit maritime

Le juge en chef mentionne aussi le nom de gens qui ont récemment visité les tribunaux :

- Le président Barak (Cour suprême d'Israël)
- Le juge Pal (Cour suprême de l'Inde)
- Le juge Mubarak (Autorité palestinienne)

Finally, some upcoming events were noted:

- ADR / JDR
- Ethics
- Intellectual Property
- Annual Meetings of the Courts - Fall 2005 (Montebello - Federal Court / Val David La Sapinière - Federal Court of Appeal)

7. Court Administration Service -

*Mr. Raymond P. Guenette
Acting Chief Administrator*

a. Registry Hours

On behalf of the registries of the four federal courts, Mr. Guenette proposed to the members of the CBA that registry offices be open from 8:30 a.m. to 4:30 p.m. rather than 9:00 a.m. to 5:00 p.m.

None of the members of the CBA objected to the new registry hours.

The new hours will take effect on January 1, 2005.

During questions and comments, Mr. Matas did not really object to the new hours of operation but did say that filings are often made at the very end of the day and the new registry hours might create problems for some lawyers.

b. Security on entrance to the Court Hearing Rooms

At the meeting on March 5, 2004, the members of the CBA raised the issue of security at the entrance of federal courts hearing rooms, more specifically the need for lawyers to go through x-ray screening in some regional offices (Toronto and Montreal in particular).

Finalement, on indique certaines activités à venir :

- MARD/MJRD
- Éthique
- Propriété intellectuelle
- Réunions annuelles des tribunaux, automne 2005 (Cour fédérale : Montebello; Cour d'appel fédérale : Val David La Sapinière)

7. Service administratif des tribunaux judiciaires - M. Raymond Guenette,

Administrateur en chef par intérim

a. Heures d'affaires des greffes

Au nom des greffes des quatre Cours fédérales, M. Guenette a proposé aux membres de l'ABC que les bureaux des greffes soient ouverts de 8 h 30 à 16 h 30, au lieu de 9 h à 17 h.

Aucun membre de l'ABC a soulevé d'objection aux nouvelles heures des greffes.

Les nouvelles heures seront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005.

Lors de la période de questions/commentaires, sans nécessairement s'opposer aux nouvelles heures d'ouverture, Me Matas a soulevé le fait que, dans bien des cas, des procédures sont déposées à la toute fin de la journée et qu'avec les nouvelles heures d'ouverture du greffe, ceci pourrait occasionner des problèmes à certains avocats.

b. Sécurité à l'entrée des salles d'audience

Lors de la rencontre du 5 mars 2005, les membres de l'ABC avaient soulevé la question de la sécurité à l'entrée des salles d'audience des Cours fédérales, plus précisément la nécessité pour les avocats de passer le système de sécurité de Rayon-X dans certains bureaux régionaux (Toronto et Montréal, plus particulièrement).

Mr. Guenette said that this was the first he had heard of the situation and would look into the matter with the RCMP and CAS staff in order to determine whether presenting a photo ID would eliminate the need for lawyers to go through x-ray.

Lorne Waldman and David Matas will contact Mr. Guenette to follow up this matter.

c. Toronto Judicial Building

Mr. Guenette reported that construction of the building is on schedule. Work is expected to be finished in June 2006.

During questions and comments, Mr. Hunaka thanked the CAS for consulting the members of the CBA on the project. Mr. Hunaka said that the members of the CBA would like to be consulted on the rest of the work.

Chief Justice Richard stated that there are very few aspects of the project that can be changed now because the building is privately owned.

There were concerns that there is no lounge for lawyers and no library.

Mr. Guenette stated that copies of the building plans will be given to the members of the bar.

d. E-Filing Project

He went on to say that the Courts Administration Service is currently developing a pilot project on e-filing of documents with the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

He said that the members of the bar will be consulted on the issue in the coming weeks.

Étant mis au courant de cette situation pour la 1ère fois, M. Guenette étudiera cette question avec la Gendarmerie royale du Canada et le personnel du Service afin de vérifier si la présentation d'une carte d'identité (avec photo) permettrait aux avocats d'éviter de passer le système de sécurité de Rayon-X.

M. Lorne Waldman et M. David Matas communiqueront avec M. Guenette pour le suivi sur cette question.

c. Édifice judiciaire de Toronto

M. Guenette explique que la construction de l'édifice avance selon l'échéancier prévu. La fin des travaux est toujours prévue en juin 2006.

Lors de la période de questions/commentaires, Me Hunaka a remercié le Service d'avoir consulté les membres de l'ABC pour le projet. M. Hunaka précise que les membres de l'ABC aimeraient être consultés pour la suite des travaux.

Le juge en chef Richard précise que peu d'éléments dans la construction peuvent maintenant être modifiés puisque l'immeuble appartient au secteur privé.

Des préoccupations ont été soulevées quant à l'absence d'une salle de relaxation pour les avocats et d'une bibliothèque.

M. Guenette précise que des copies des plans de l'édifice seront remis aux membres du Barreau.

d. Projet de dépôt électronique

Il poursuit en mentionnant que le Service administratif des tribunaux judiciaires travaille présentement au développement d'un projet pilote pour le dépôt électronique des documents devant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale.

Il mentionne que les membres du Barreau seront consultés à cet égard dans les prochaines semaines.

e. Internet Access to the Courts' recorded entries

Mr. Guenette reported that the CAS is exploring the possibility of providing Internet access to federal courts proceedings (docket). Confidentiality issues are also being examined.

He said that the CAS is also developing a new computer system that will make it easier to access much more comprehensive information.

The members of the CBA highlighted the whole issue of the accessibility of data using search engines like Google and the confidentiality issues raised by that access.

The document entitled "The Need for Enhanced Electronic Access to the Records of the Federal Courts" was distributed, and the members were urged to read it.

During questions and comments, Mr. Matas suggested that access be password controlled in order to mitigate confidentiality concerns. A balance has to be struck between access to decisions and the parties' right to confidentiality.

f. Statistics on Website

Mr. Guenette stated that access to statistics on certified immigration matters is currently being studied and that more time is needed before recommending measures to be taken in that area.

Mr. Guenette told the members of the Liaison Committee that the CAS would be glad to publish any available statistics that might be useful to lawyers.

During questions and comments, Mr. Matas suggested that it would be useful to post statistics by subject on the website. Mr. Guenette said that such an initiative might be possible.

e. Disponibilité des procédures des Cours via l'internet

M. Guenette explique que le Service regarde effectivement la possibilité de donner accès aux procédures (plumitif) des Cours fédérales via l'internet. Des questions de confidentialité sont également analysées.

Il explique que le Service travaille également à l'élaboration d'un nouveau système informatique qui faciliterait l'accès à des données beaucoup plus complètes.

Les membres de l'ABC ont souligné toute la question de l'accessibilité des données à partir des engins de recherche, tel que Google, et des questions de confidentialité qu'un tel accès occasionne.

Le document intitulé "The Need for Enhanced Electronic Access to the Records of the Federal Courts" a été distribué et on invite les membres à le consulter.

Lors de la période de questions/commentaires, Me Matas a suggéré que l'accès soit autorisé par l'intermédiaire d'un mot de passe afin d'atténuer les questions de confidentialité. Il est nécessaire d'atteindre un équilibre entre l'accès aux décisions et la confidentialité des parties.

f. Statistiques disponibles sur l'internet

M. Guenette précise que l'accessibilité aux statistiques concernant les questions certifiées en matière d'immigration est présentement à l'étude, et que plus de temps est nécessaire avant de recommander des mesures sur cette question.

M. Guenette indique aux membres du Comité de liaison que le Service se fera un plaisir de publier toute statistique disponible qui pourrait être utile aux avocats.

Lors de la période de questions/commentaires, Me Matas a exprimé l'opinion qu'il serait utile de publier les statistiques par sujet sur le site web. D'après M. Guenette, une telle initiative pourrait être possible.

Chief Justice Lufy warned the CBA members that statistics can sometimes be misleading, depending on who they are interpreted.

g. Other business

It was reported that the CAS is required by law to submit an annual report to Parliament.

Chief Justice Richard stated that the plan to construct a building in Ottawa is currently being studied by the Expenditure Review Committee, which could challenge the project or the timetable. He said that the project had already been approved by the Government of Canada and the Treasury Board.

There was a meeting between the chief justices and project officials, and everyone agreed that the project has to go ahead. However, the judges are limited as to what they can do.

During questions and comments, Mr. Pound reported that the courts' Web sites should include news about courts' activities, such as the appointment of new judges and the judges' retirements.

CBA ITEMS

8. Joint Applications for leave to appeal (or judicial review) and for confidentiality

This question was discussed with question # 9.

9. Confidentiality of decisions in review of refugee claims

Le juge en chef Lufy avertit les membres de l'ABC que les statistiques peuvent parfois être trompeuses, dépendamment de la façon qu'elles sont interprétées.

g. Autres

Il est mentionné que le Service est requis par la loi de déposer un rapport annuel devant le Parlement.

Le juge en chef Richard fait état que le projet pour la construction de l'édifice à Ottawa est présentement à l'étude par le Comité de révision des dépenses, ce qui pourrait remettre en question ledit projet ou encore l'échéancier. Il fait état que le projet avait déjà été approuvé par le Gouvernement du Canada et le Conseil du Trésor.

Une rencontre a eu lieu entre les juges en chef et les responsables de ce projet et tous sont d'avis que le projet doit aller de l'avant. Cependant, les juges sont limités dans leur moyens d'intervention.

Lors de la période de questions/ commentaires, Me Pound a fait état que les sites Web des Cours devraient faire état des nouveautés entourant les activités des Cours, telles que la nomination de nouveaux juges ou encore la retraite de certains.

SUJETS SOULEVÉS PAR L'ABC

8. Demande conjointe de permission d'en appeler (ou de révision judiciaire) et de confidentialité

Cette question a été discutée en même temps que l'item # 9.

9. Confidentialité des décisions dans la révision des demandes de statut de réfugié

The CBA members pointed out that the issue of confidentiality is being raised more and more often, especially because of Internet (Google) access. It is therefore expected that there will be many confidentiality requests, particularly in immigration matters. However, Mr. Waldman does not think that those requests would be in the interest of justice. A balance therefore has to be struck between access to decisions and the parties' right to confidentiality.

With respect to confidentiality, it was noted that the concern was with internet searches: the proposal was to change the way the Web site operated or to remove the decision (reasons) from the Web site.

Mr. Guenette suggested the approach of the Tax Court, and Chief Justice Lutfy invited the Bar to make a request directly to CAS.

10. Impact of new Class Action Rules on Band actions

Mr. Devlin thanked the Courts for their interest in this area, and strongly supported the proposal of a liaison committee with the aboriginal bar.

Les membres de l'ABC ont souligné le fait que la question de confidentialité est de plus en plus souvent soulevée, notamment en raison de l'accès via l'internet (Google). Il est donc à prévoir que plusieurs demandes de confidentialité sont à prévoir, particulièrement en matière d'immigration. Cependant, Me Waldman n'est pas d'avis que de telles demandes seraient dans l'intérêt de la justice. Il est donc nécessaire de trouver un équilibre entre l'accès aux décisions des parties et le droit à la confidentialité.

En ce qui a trait à la confidentialité, on indique que ce qui inquiétait le plus était les recherches Internet. On propose de changer le fonctionnement du site Web ou de supprimer les décisions (ou les motifs) du site.

M. Guenette suggère d'adopter la même approche que la Cour de l'impôt, et le juge en chef Lutfy invite le Barreau à présenter une demande directement au SATJ.

10. Conséquences des nouvelles règles sur les recours collectifs sur les actions en matière de droit autochtone

Me Devlin remercie les Cours pour l'intérêt qu'ils portent à ce sujet et appuie fortement la proposition d'établir un comité de liaison avec la section du droit autochtone.

Mr. Waldman noted there may be more class actions in immigration matters and that it would be important to have one judge. The Chief Justice indicated that the Federal Court would like to see class proceedings a part of the rules, though Justice Gibson added that this remained a controversial matter in immigration cases, citing a recent case where the Attorney-General argued that the *Immigration and Refugee Protection Act* was a “complete code” and that class applications could not be allowed. It was suggested that class immigration proceedings may be unpopular with the Department of Justice and their client and that much work remained with respect to this proposal.

11. Availability of bilingual judges

The Bar was told that, if all counsel needed a judge who can read materials written in both official languages, this should be clearly indicated.

Chief Justice Lutfy stressed that the Court was catching most of the cases, and Chief Justice Richard confirmed that “if you ask for a bilingual judge, you will get one.”

12. Having the parties agree on the content of the record once the application for leave is granted (refugee cases)

Mr. Matas suggested that this might be a regional problem, given that some regions have huge country packages.

Chief Justice Lutfy recommended that this be discussed within the context of the Immigration and Refugee Bar Liaison Committee.

13. Discussion Paper on Offers to Settle *Chief Justice Richard*

Me Waldman indique qu’il pourrait y avoir davantage de recours collectifs en matière d’immigration et qu’il serait important d’avoir un juge. Le juge en chef indique que la Cour fédérale veut que les recours collectifs soient inclus dans les règles. Cependant, le juge Gibson ajoute qu’il s’agissait ici d’une question épineuse dans les cas concernant l’immigration. Il cite alors une récente affaire dans laquelle le procureur général soutenait que la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* constituait un « code complet » et que les demandes de recours collectifs ne pouvaient pas être approuvées. On suggère que les recours collectifs en matière d’immigration peuvent être mal vus par le ministère de la Justice et leur client, et que la proposition doit encore être travaillée.

11. Disponibilité de juges bilingues

Il est mentionné que si les avocats ont besoin d’un juge capable de lire des documents rédigés dans les deux langues officielles, il faut que ce soit clairement indiqué.

Le juge en chef Lutfy souligne que la Cour décelait la plupart des dossiers, et le juge en chef Richard confirme que « si vous demandez un juge bilingue, vous en obtiendrez un ».

12. Entente des parties sur le contenu du dossier lorsque la demande d’autorisation est accordée (dossiers des réfugiés)

Me Matas suggère qu’il pourrait s’agir d’un problème régional, étant donné que certaines régions traitent des cas de plusieurs pays.

Le juge en chef Lutfy recommande que ce sujet soit traité dans le cadre d’une rencontre du comité de liaison du droit de l’immigration et des réfugiés.

13. Document de travail concernant les offres de règlement *Juge en chef Richard*

This matter was discussed under item 5.

Les discussions entourant ce point ont eu lieu sous l'item 5.

QUESTIONS OF GENERAL INTEREST

QUESTIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

14. Next Meeting

It was confirmed that participants felt there was value to retaining two meetings per year. The next meeting, date to be confirmed, would be hosted by the Federal Court of Appeal.

14. Prochaine rencontre

On confirme que les participants considèrent qu'il serait utile de conserver l'approche de deux rencontres par année. La prochaine rencontre, dont la date reste à confirmer, sera organisée par la Cour d'appel fédérale.

15. Others

Chief Justice Richard referred to the development of a new appointment process for Supreme Court judges, and notified the CBA that they would be invited to participate in the process.

15. Varia

Le juge en chef Richard parle de l'élaboration d'un nouveau processus de nomination de juges à la Cour suprême. Il avise l'ABC qu'elle serait invitée à participer au processus.

Mr. Pound suggested an item for the next agenda regarding the "communications agenda" of the Courts. It was noted that lawyers have a choice as to venue, and it was important to be clear as to the Courts' target audience.

Me Pound suggère un point à mettre à l'ordre du jour de la prochaine rencontre et qui concerne le « programme de communications » des tribunaux. On a noté que les avocats avaient le choix en ce qui a trait à l'endroit, et qu'il est important de déterminer clairement le public cible des tribunaux.

16. Closing Remarks

Chief Justice Richard, Chief Justice Lutfy, and Mr. Matas thanked the participants.

16. Mot de la fin

Le juge en chef Richard, le juge en chef Lutfy et Me Matas remercient les participants.
